

International Affairs

N° 04 – MAI 2026

AUDIT ET ASSURANCE

Réforme de la réglementation en matière d'audit

Lors de l'**assemblée des membres**, Sven Gentner (chef de l'unité « Corporate Reporting, *Audit and credit rating agencies* ») a indiqué qu'une initiative était attendue avant l'été. Le CEAOB ne dispose ni de la structure ni des pouvoirs nécessaires pour émettre des normes ; son rôle devrait peut-être être renforcé. Ses membres souhaitent mener une action utile, mais pas trop ambitieuse. À une question sur l'objectif de la consultation, il a répondu qu'ils constatent un manque d'harmonisation entre les systèmes des États membres et la possibilité de tirer parti du travail accompli si les systèmes nationaux s'harmonisent. Toutefois, lors de la réunion du forum de coordination des membres d'Accountancy Europe qui a suivi, il a été mentionné que cela pourrait prendre du retard.

Dans le document « [10 & 11 March 2026 – Summary of conclusions](#) » du CEAOB, il est indiqué que la réponse écrite que cet organisme adressera à la Commission concernant la supervision de l'audit a fait l'objet de discussions, bien que nous n'ayons pas reçu plus de détails à ce sujet.

Dans le rapport sur la compétitivité actuellement examiné par la commission des affaires économiques du Parlement européen, le groupe socialiste a de nouveau proposé des [amendements au projet de résolution](#), qui remet en cause la concentration et la « proximité » entre les entreprises et les institutions publiques. Ces amendements n'ont pas encore été débattus en commission, qui devrait les adopter début juin. L'adoption en séance plénière est prévue pour début juillet. Le [site Web du Parlement européen](#) indique que la présentation en séance plénière est prévue le 6 juillet.

Directive sur la publication d'informations en matière de durabilité

Il n'y a pas de nouvelles concernant l'Allemagne, le Luxembourg, les Pays-Bas et le Portugal quant à la transposition de la directive. En ce qui concerne les pays où elle est déjà en vigueur, l'H2H (autorité de contrôle française) a publié une [note d'avertissement](#) concernant les obligations des auditeurs ou vérificateurs désignés pour vérifier les informations de durabilité des entités de la « vague 2 » et qui, en raison de la directive « stop de clock », n'ont plus cette obligation.

Réduction des charges administratives

Directive Omnibus I

Nous commençons à connaître les premiers pays qui travaillent sur la transposition. [La Pologne](#) a notifié avoir modifié la loi sur la comptabilité du 16 mars et la Finlande nous a fait part de questions spécifiques relatives à la transposition, concernant l'ajout d'informations supplémentaires à celles requises dans les ESRS simplifiés et l'impact sur la mission d'assurance de la durabilité.

De son côté, en Allemagne, **l'IDW** a émis [des commentaires](#) sur le projet de loi du gouvernement visant à mettre en œuvre la CSRD et un amendement connexe ; et la **WPK** a mis à jour son document de [questions-réponses sur la](#)

[CSRD](#), en tenant compte des modifications introduites par l'Omnibus 1, et a transmis des commentaires sur la [modification du code de conduite des auditeurs](#) découlant de la transposition de la CSRD.

AcE s'emploie actuellement à recueillir des informations sur la transposition, comme cela a été le cas pour la transposition de la CSRD.

Omnibus numérique (Omnibus VII) COM (2025) 836 et 837

Le Conseil et le Parlement sont parvenus à un [accord](#) sur cette réglementation. De manière générale, la proposition de la Commission visait à reporter l'entrée en vigueur de certaines obligations et à exempter certaines entreprises de certaines exigences. Les colégislateurs ont introduit un nouveau calendrier, élargi la liste des pratiques interdites et réintroduit l'obligation pour les fournisseurs d'IA destinée à des systèmes à haut risque de s'enregistrer dans la base de données de l'UE, entre autres mesures.

Le Journal officiel de l'Union européenne a publié le [rectificatif](#) au règlement (UE) 2024/1689 du Parlement européen et du Conseil du 13 juin 2024 établissant des règles harmonisées en matière d'intelligence artificielle et modifiant les règlements (CE) n° 300/2008, (UE) n° 167/2013, (UE) n° 168/2013, (UE) 2018/858, (UE) 2018/1139 et (UE) 2019/2144 ainsi que les directives 2014/90/UE, (UE) 2016/797 et (UE) 2020/1828 (règlement sur l'intelligence artificielle) (JO L, 2024/1689, 12.7.2024).

En matière d'IA et de cabinets d'audit, plusieurs nouveautés ont été observées :

- Aux Pays-Bas, [l'organisation des investisseurs](#), demande aux auditeurs de fournir davantage d'informations dans leurs rapports sur l'utilisation de l'IA au cours de l'audit. ([Note de la NBA](#)).
- **L'IFIAR** a également publié un rapport sur l'utilisation de la technologie en matière d'audit ([lien](#)).

- Et le **FRC** publie « [*Innovative new guidance supports audit firm adoption of emerging AI technologies*](#) ».

Nous vous rappelons que le [site Web](#) de l'ICJCE contient des informations pertinentes sur ce sujet publiées en Espagne, dans l'UE et dans d'autres juridictions.

Nouveau paquet de simplification de la directive sur la déforestation ([communiqué de presse](#))

Le 4 mai, la Commission européenne a publié un rapport visant à simplifier le règlement révisé sur la déforestation ainsi qu'une série de mesures d'accompagnement destinées à faciliter la transition vers les obligations qu'il implique. Ce dossier comprend un rapport, des documents d'application, une foire aux questions et un projet d'acte délégué concernant le champ d'application des produits.

Parmi les autres initiatives en matière de simplification, il convient de citer :

- La collecte de données en vue de la préparation de la loi fiscale omnibus : la période de soumission des commentaires est terminée. Vous pouvez consulter ceux d'Accountancy Europe en cliquant sur le [lien](#) suivant. Concernant cette initiative, AcE nous indique qu'elle devrait être publiée fin juin.

Investissement privé dans les cabinets d'audit

Ce sujet reste d'une grande actualité, comme en témoigne l'intérêt qu'il suscite auprès des régulateurs et des organismes de normalisation, tant au niveau local qu'europpéen et mondial. À cet égard, les dernières actualités comprennent :

- **L'IESBA** a lancé une ligne de travail relative à l'investissement privé dans les cabinets d'audit ([lien](#)) ainsi qu'un [guide sur la proportionnalité dans l'application](#) du Code international de déontologie.

- **WPK (Allemagne)** [Déclaration du conseil d'administration du WPK sur les moyens de garantir une gestion responsable en cas de participation indirecte d'investisseurs financiers dans des associations professionnelles](#). D'après ce que l'on peut déduire de cet article, il est question d'interdire l'investissement privé dans les cabinets de conseil fiscal. Deuxième tentative dans la lutte contre les investisseurs financiers dans les cabinets de conseil fiscal ([lien vers un article de Fieldfisher](#)).
- **Accountancy Europe** a lancé une [plateforme d'information](#) sur son site Web, qui rassemble les dernières actualités sur le sujet.

Loi sur la résilience opérationnelle numérique – DORA

Il n'y a pas d'informations pertinentes concernant la révision que la CE devait effectuer sur l'inclusion des auditeurs dans le champ d'application de la DORA, bien qu'il soit question d'attendre une révision globale de la norme qui doit avoir lieu en 2028.

Suivi des initiatives liées à l'audit et à l'assurance dans d'autres pays

Allemagne

- **WPK.** [Introduction d'une réglementation relative à la formation spécialisée](#) d'auditeur de rapports de développement durable dans le code de déontologie des auditeurs/experts-comptables agréés.
- **WPK.** Sécurité de l'approvisionnement en électricité : une nouvelle mission d'audit pour les auditeurs ([articles](#)).

France

- La **H2A** met à jour la FAQ sur l'audit ([lien](#)).

Pays-Bas

- La **NBA** introduira de nouvelles normes de formation professionnelle continue (CPE en anglais) (NVPE 2026) à partir de 2026, mettant

davantage l'accent sur l'autodirection, une évaluation plus claire et un soutien accru. ([lien](#)).

- **NBA.** Rapport annuel de l'Ordre des comptables : augmentation des plaintes disciplinaires en 2025 ([lien](#)).

Royaume-Uni

- Le **FRC** a publié un nouveau document d'orientation pour les missions d'assurance concernant les paiements et la monnaie électronique ([lien](#)).
- **FRC** *introduces evolved approach to audit supervision* ([lien](#)). Le FRC publie une approche révisée qui met davantage l'accent sur les systèmes de gestion de la qualité des cabinets, en les plaçant au cœur de l'activité de supervision.
- **Le FRC** annonce des mesures visant à favoriser la croissance des petites entreprises ([lien](#)). À cette fin :
 - Il publiera un nouveau guide destiné à aider les auditeurs à appliquer les normes de manière proportionnée à la taille et à la complexité de l'entité.
 - Il lancera un nouveau programme destiné à collaborer avec les auditeurs et à les aider à comprendre ce guide.
 - Il mettra en place un environnement de test au sein de *l'Innovation and Improvement Hub* qui permettra d'obtenir de l'aide lors de l'adoption de nouvelles technologies et d'améliorer la gestion de la qualité.
 - Il créera un groupe de travail sur la supervision des cabinets, afin de la rendre plus cohérente.
 - Il travaillera avec les émetteurs des normes NIA pour l'EMC afin d'influencer leur élaboration future.

États-Unis

- **PCAOB** Announces New Audit Practitioner Fellowship Program ([enlace](#)). (Nouveau programme de bourses pour les professionnels de l'audit).
- La **SEC** souhaite supprimer l'obligation de publication de rapports trimestriels pour les sociétés cotées en bourse ([lien](#)).

- Le groupe consultatif sur les normes et les questions émergentes ([Standards and Emerging Issues Advisory Group](#)) du PCAOB a préparé une présentation sur sa stratégie et sur les résultats des inspections. Il est intéressant de noter comment il souhaite intégrer la technologie à ses inspections et que celles-ci visent à améliorer la qualité ([event page](#)).

Autres nouveautés en matière d'audit et d'assurance

- **L'IFAC** révisé les SMO. Celles-ci s'alignent sur les normes de qualité ISQM et favorisent de nouvelles voies d'accès à la profession. [Statements of Membership Obligations \(SMOs\) 1-7](#).
- Article : **L'International Auditing and Assurance Standards Board (IAASB)** publie le projet de *norme NIER 2410 intitulé « Examen des informations financières intermédiaires par l'auditeur indépendant chargé des états financiers annuels »*. Le projet de norme, ouvert aux commentaires jusqu'au 3 septembre, propose une meilleure définition de ce qu'est une mission de revue et en quoi elle diffère d'une mission d'audit ; il renforce les exigences dans des domaines tels que la continuité d'exploitation, la fraude et les non-conformités aux dispositions légales et réglementaires ; et il améliore la transparence du rapport de révision.
- **L'IFIAR** publie son rapport annuel 2025 intitulé « [Report on Annual Survey of Audit Inspection Findings](#) ».
- [Réponse d'Accountancy Europe](#) à la proposition de stratégie de l'IAASB et de l'IESBA pour 2028-2031.

INFORMATIONS SUR L'ENTREPRISE

En matière de développement durable

ESRS et VSME

Révision des normes ESRS et VSME : appel à commentaires sur la proposition de la commission, avec une date limite fixée au 3 juin.

Accountancy Europe travaille actuellement à la réponse à cet appel à commentaires, tout comme la Commission de la durabilité de l'ICJCE.

Explications supplémentaires concernant le plafond de la chaîne de valeur.

CBAM

La Commission a créé un site Web consacré à ce sujet, accessible via le [lien](#) suivant.

Taxonomie

- Règlement délégué (UE) 2026/283 de la Commission du 12 décembre 2025 modifiant les normes techniques de réglementation établies dans le règlement délégué (UE) 2019/815 en ce qui concerne la mise à jour 2025 de la taxonomie pour le format électronique unique de présentation des informations ([lien](#)).
- [Communication](#) de la Commission concernant l'interprétation et l'application de certaines dispositions juridiques de l'acte délégué relatif à la divulgation d'informations conformément à l'article 8 du règlement sur la taxonomie de l'UE, tel que modifié par l'acte délégué Omnibus, concernant la communication des activités et des actifs économiques éligibles au titre de la taxonomie et conformes à celle-ci (quatrième communication).
- Document des services du Parlement européen permettant aux commissions ENVI et ECON de se prononcer sur l'EU Taxonomy Implementation: [Review of technical screening criteria](#) (Joint ECON-ENVI Committee meeting of 5 May 2026).

Autres

- *Shaping a sustainable future: key updates for EU green bonds* (Façonner un avenir durable : mises à jour clés concernant les obligations vertes de l'UE) [lien](#). Il s'agit d'une mise à jour et d'un rappel

indiquant que ceux qui souhaitent fournir des services d'assurance dans le domaine des obligations vertes doivent être enregistrés auprès de **L'AEMF**.

- **The International Sustainability Standards Board (ISSB)** a publié un projet soumis à consultation visant à modifier la norme 3 SASB ainsi que les modifications qui en découlent pour *Industry-based Guidance on Implementing IFRS S2 Climate-related Disclosures* ([enlace](#)).
- **L'EFRAG** publie son [premier rapport de développement durable](#) établi selon la norme volontaire (basée sur le VSME) et son [programme de travail](#) dans le domaine du développement durable.
- L'EFRAG a demandé à ceux qui, à l'instar de cette organisation, ont élaboré un rapport de développement durable fondé sur les VSME de le lui transmettre pour analyse.
- **PROJET DE RAPPORT** sur la réponse au règlement modifiant le règlement (UE) 2019/2088 sur les informations en matière de durabilité dans le secteur financier (SFDR), le règlement (UE) n° 1286/2014 sur les informations clés relatives aux produits d'investissement de détail et aux produits d'investissement dans le domaine de l'assurance (PRIIP) et abrogeant le règlement délégué (UE) 2022/1288.

En matière d'information financière

- **L'EFRAG** a lancé une enquête afin d'identifier les participants potentiels à une étude de terrain sur le *Risk Mitigation Accounting* ([lien](#)).
- **L'EFRAG** a demandé à l'IASB de reporter d'un an la date d'entrée en vigueur de la norme IFRS 20 « *Regulatory Assets and Regulatory Liabilities* », soit jusqu'au 1^{er} janvier 2030 ([lien](#)).
- **L'EFRAG** a été chargé d'étudier la possibilité de créer un formulaire simplifié pour les PME, comprenant des indicateurs clés de performance (KPI), qui pourrait être facilement intégré à l'ESEF. Il a conclu avoir constaté un faible intérêt de la part des PME et des start-ups ([lien](#)).
- **L'AEMF publie le rapport sur la conformité et les activités connexes 2025**, qui résume les activités de surveillance menées au

cours de l'année écoulée et fournit des messages clés concernant la conformité aux normes IFRS, aux ESRS et aux obligations ESEF.

- **L'IFRS Foundation** a révisé son « procédure régulière » pour la publication des normes, le [« Due Process Handbook »](#), qui définit les étapes que les conseils de normalisation IASB et ISSB doivent suivre dans le cadre du processus d'élaboration et de mise à jour des normes qu'ils publient, ainsi que pour faciliter leur mise en œuvre.
- **L'IPSASB** propose un guide visant à améliorer les jugements en matière de matérialité et sollicite des commentaires sur :
 - Une [consultation](#) sur la manière d'améliorer la présentation des états financiers.
 - Des [modifications mineures](#) aux normes IPSAS.

AUTRES SUJETS

Blanchiment d'argent

L'AcE a publié un nouveau document intitulé « *6th Anti-Money Laundering Directive (6AMLD) Key issues for accountancy professionals* » ([lien](#)) et a également répondu à la consultation de la Commission européenne sur les RTS (règles techniques d'application) : elle y souligne les défis liés à la mise en œuvre de ces règles, qui ont été conçues pour le secteur financier et non, par exemple, pour les services professionnels.

- AMLA consultation – [Draft RTS on Business Relationships, Occasional & Linked Transaction under article 19\(9\) AMLR](#).
- AMLA consultation – [Customer Due Diligence obligations under Article 28\(1\) AMLR](#).

De son côté, **l'AMLA** a lancé un processus de collecte de données afin de tester des modèles d'évaluation des risques. Les entreprises sélectionnées devront télécharger le formulaire et accéder à un webinaire abordant les questions clés pour son application ([lien](#)).

Marché unique, concurrence et obstacles à la mobilité des personnes

28th Régime

La Commission a présenté sa proposition le 18 mars. Dans son communiqué intitulé « *Commission presents proposal for EU Inc. - unlocking the full potential of the Single Market for Europe's entrepreneurs.* » ([lien](#)), elle indique qu'il s'agit d'un régime facultatif qui facilitera l'activité des entreprises au sein de l'UE en leur proposant un ensemble de règles communes qu'elles pourront choisir d'appliquer, plutôt que de devoir se conformer à des réglementations différentes dans chaque pays de l'UE. Par ailleurs, la Commission européenne a adopté une communication présentant les initiatives futures concernant le fonctionnement de ce 28e régime dans d'autres domaines, ainsi qu'une recommandation sur la définition des entreprises, des start-ups et des scale-ups innovantes. **Accountancy Europe** soutient cette proposition [lien](#).

Autres actualités

- [Directive \(UE\) 2026/799 du Parlement européen et du Conseil du 30 mars 2026 relative à l'harmonisation de certains aspects du droit en matière d'insolvabilité \(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE\).](#)
- [Rectificatif à la directive \(UE\) 2019/1023 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 relative aux cadres de restructuration préventive, à l'effacement des dettes et aux interdictions, ainsi qu'aux mesures visant à renforcer l'efficacité des procédures de restructuration, d'insolvabilité et d'effacement des dettes, et modifiant la directive \(UE\) 2017/1132 \(directive sur la restructuration et l'insolvabilité\) \(JO L 172 du 26.6.2019\).](#)

Présence internationale de l'ICJCE

Nous avons assisté à des réunions de :

- Comité exécutif d'Accountancy Europe, qui débat sur la stratégie à long terme de cette organisation. Une réunion bilatérale a également eu lieu avec AcE à ce sujet.

- Forum de coordination des membres **d'Accountancy Europe** : au cours duquel nous avons été informés de l'avancement des processus législatifs les plus significatifs.
 - Séance de **l'IFAC** consacrée à la présentation des modifications apportées aux « Statement of Membership Obligations ».
 - Réunions du Sounding Board de **Business Europe** pour traiter des aspects pertinents relatifs à l'information financière.
- 